



# FICHE DE POSTE

(à diffuser au format PDF)



## IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) : **DG Trésor**

INTITULE DU POSTE : *Adjoint(e) au chef du bureau*

CATEGORIE (OU CORPS/GRADE) : **A**

EMPLOI DE CHEF DE MISSION

COTATION DU POSTE <sup>1</sup> : **-**

\*La cotation du poste sera évoquée lors de l'entretien avec le BRHS

## FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S) <sup>2</sup>

Développement économique / A l'international

## INTITULE DU (DES) METIERS <sup>2</sup>

DOMAINE D'ACTIVITE (pour les familles « Pilotage /management » et « Aide au pilotage »)

## CONTEXTE DU RECRUTEMENT (activer les cases souhaitées dans le menu « propriétés »)

Création  Modification  Remplacement  Poste vacant  Poste vacant sous réserve de départ  A compter du / depuis le

Nom du titulaire précédent ou actuel :

DUREE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE

durée minimale : **2 ans**

durée maximale : **4 ans**

## LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

Direction ou service : Direction générale du Trésor

Sous-direction : Politique commerciale, criminalité et investissement (Multicom)

Bureau et secteur : Règles internationales du commerce et de l'investissement (Multicom2)

Adresse : 139 rue de Bercy - 75012 PARIS

Informations complémentaires : Métro (1 - 6 - 14) - RER (A - D) - Parking - Restaurant administratif

## LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

### DESCRIPTION DU SERVICE : missions, organisation et nombre d'agents

Le Bureau Multicom 2 suit les questions d'application des règles du commerce international.

A ce titre, il est chargé, dans le cadre des attributions de la direction générale et en lien avec les services économiques à l'étranger, de l'identification et du traitement des barrières au commerce dans tous les secteurs et des difficultés d'accès au marché des entreprises françaises.

Il assure, tant à l'OMC que dans les autres enceintes internationales concernées, le suivi des questions d'accès au marché au sens large (obstacles techniques au commerce, propriété intellectuelle, obstacles sanitaires et phytosanitaires) et le suivi de la mise en oeuvre des accords concernés de l'OMC et des accords de libre-échange de l'Union européenne. Il participe à l'élaboration des positions françaises et siège dans les instances spécialisées à l'OMC, à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à l'OCDE et auprès de l'Union européenne (MAAC, etc.) pour les matières relevant de la compétence de la direction générale. «Il est responsable du suivi des questions de développement durable dans la politique commerciale.

Il assure le suivi de ces thématiques dans les diverses enceintes européennes et multilatérales et dans le cadre des négociations multilatérales et d'accords commerciaux. «Il suit les thématiques liées à l'insertion des pays en développement dans le commerce international, et notamment le règlement européen de schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées et les accords de partenariat économique avec les pays de la zone Afrique Caraïbes Pacifique (ACP). Il est chargé du suivi des programmes d'aide au commerce pour soutenir la participation des pays en développement dans le commerce.

Il est chargé des questions relatives aux investissements dans le commerce international, en liaison avec les autres administrations concernées. Il négocie et suit les accords bilatéraux de protection de l'investissement de la France avec les Etats tiers et coordonne la position française dans les négociations de l'Union européenne avec les Etats tiers, ainsi que les négociations multilatérales.

<sup>1</sup> Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

<sup>2</sup> Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

<sup>3</sup> En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-emploi-public-1>) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

Il est chargé enfin de l'analyse économique sur les questions de politique commerciale et d'investissement liées au commerce et leur impact sur l'activité et l'emploi en France. Il prépare les comités concernés de l'OCDE et siège notamment au comité des échanges et au comité de l'investissement.

Il assure une coordination étroite avec les autres administrations et les représentants de la société civile. Il assure l'animation du réseau des services économiques à l'étranger pour ces thématiques, y compris les attachés et spécialistes agricoles et les conseillers de l'Institut national de la propriété industrielle.

Le Bureau MULTICOM 2 compte actuellement 8 agents, dont le chef de bureau et une assistante qui assure également le secrétariat de la sous-directrice MULTICOM.

#### DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

L'agent est en charge du suivi des questions de développement durable liées au commerce et à la protection des investissements et des accords de protection des investissements à l'étranger à titre bilatéral, européen et multilatéral. Il suit également les problématiques liées au pré-établissement, examinées dans le cadre du Comité de politique commerciale Services et Investissement.

Il prépare les positions françaises dans le cadre des négociations chapitres développement durable des accords commerciaux négociés par l'UE. Il représente la France dans les réunions organisées par la Commission européenne relatives au commerce et au développement durable. Il participe, en lien avec les autres services de la Direction générale concernés, les autres politiques européennes et nationales relatives au changement climatique quand celles-ci ont un impact sur la politique commerciale (mécanisme d'inclusion carbone par exemple). Il est enfin chargé, sur ces questions, de la bonne association de la société civile à l'élaboration des positions françaises, en lien avec les travaux du Comité de suivi de la politique commerciale.

Il suit la mise en oeuvre des accords de protection des investissements conclus à titre bilatéral et travaillera à leur rénovation suite aux évolutions décidées au niveau européen. Il négocie les nouveaux accords avec les pays tiers. Il suit également la mise en oeuvre de l'arrêt ACHMEA de la Cour de Justice de l'Union européenne qui aboutit au démantèlement des accords de protection des investissements entre la France et d'autres Etats membres de l'UE.

Il contribue aux travaux des enceintes internationales (OMC, OCDE, G7, G20, etc.) où les sujets commerce/développement durable et investissement sont abordés.

#### PRINCIPALES ACTIVITES

- |                                       |  |  |   |   |
|---------------------------------------|--|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> Pilotage     | <input checked="" type="checkbox"/> Rédaction          | <input type="checkbox"/> Conseil               | <input type="checkbox"/> Gestion de procédures  | <input type="checkbox"/> Secrétariat                      |
| <input type="checkbox"/> Encadrement  | <input checked="" type="checkbox"/> Études, recherches | <input type="checkbox"/> Animation             | <input type="checkbox"/> Contrôle, vérification | <input type="checkbox"/> Information, accueil             |
| <input type="checkbox"/> Coordination | <input checked="" type="checkbox"/> Veille             | <input checked="" type="checkbox"/> Conception | <input type="checkbox"/> Saisie informatique    | <input checked="" type="checkbox"/> Classement, archivage |

Autres (préciser) : \_\_\_\_\_

#### EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITES RECEMMENT / QUELQUES DOSSIERS A VENIR

#### RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

- |   |   |   |
|---|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres services de la direction | <input checked="" type="checkbox"/> les services déconcentrés | <input checked="" type="checkbox"/> d'autres ministères |
| <input type="checkbox"/> les agents du ministère                        | <input checked="" type="checkbox"/> les cabinets ministériels | <input type="checkbox"/> des organismes étrangers       |
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres directions               | <input checked="" type="checkbox"/> le secteur privé          | <input type="checkbox"/> des établissements publics     |

Principaux interlocuteurs : \_\_\_\_\_

#### CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

#### LES COMPETENCES MISES EN OEUVRE

SAVOIRS <sup>3</sup>	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Connaissances juridiques	niveau maîtrise	requis immédiatement
Anglais	niveau pratique	requis immédiatement
Questions commerciales multilatérales	niveau pratique	requis immédiatement
SAVOIR-FAIRE <sup>3</sup>	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Capacités d'analyse et de synthèse	niveau maîtrise	requis immédiatement
Capacités rédactionnelles	niveau maîtrise	requis immédiatement

<sup>1</sup> Pour les attachés d'administration, les chefs de mission et les traducteurs (niveaux de fonctions de 1 à 5)

<sup>2</sup> Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur Alizé (Ressources humaines > Recrutement / parcours professionnel > découvrir les métiers de l'AC) .

<sup>3</sup> En plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'Etat (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-emploi-public-1>) peut également être utilisé pour choisir les compétences nécessaires pour le poste.

